



## Organisation des Nations Unies

# COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC PERIODE DU 20 JUIN AU 4 JUILLET 2018

### MONUSCO :

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo est intervenue hier par l'intermédiaire du Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme lors du dialogue sur la RDC organisé dans le cadre de la 38<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies.

Une session au cours de laquelle se sont également exprimés le [Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme](#), le rapporteur sur le Kasai, la Ministre des droits humains congolaise ainsi que les représentants d'états membres et d'organisations non gouvernementales.

Dans sa déclaration, Mme Leila Zerrougui a indiqué que des progrès avaient été accomplis depuis sa présentation de mars dernier avec la mise en place, par la Ministre des droits humains, d'une commission pour enquêter sur la répression violente de manifestations pacifiques par les forces de sécurité les 31 décembre 2017 et 21 janvier 2018.

Certaines victimes ont été prises en charge par des institutions médicales et le rapport final a été transmis au Ministre de la Justice le 28 juin dernier, ce qui devrait permettre de poursuivre tous les responsables en justice.

La Représentante spéciale a réaffirmé la disponibilité de la MONUSCO à apporter son appui aux autorités congolaises dans la mise en œuvre intégrale des recommandations formulées par la Commission.

Elle est également revenue sur le mandat de la MONUSCO et sur le processus politique et électoral en cours en décrivant les bons offices qu'elle mène actuellement avec les autorités congolaises, les parties prenantes nationales ainsi que les partenaires régionaux et internationaux en vue de l'organisation d'élections apaisées, crédibles et inclusives conformément au calendrier électoral publié par la CENI, à l'Accord du 31 décembre 2016 et à la Constitution.

Une mission de bons offices au cours de laquelle la Représentante spéciale transmet des messages clés à ses interlocuteurs :

Tout d'abord, la nécessité de la mise en œuvre intégrale et de bonne foi des mesures de désescalade prévues dans l'Accord du 31 décembre 2016 et du respect des droits de l'homme pour tous, tels que garantis par la Constitution, notamment les libertés d'opinion, d'expression, de manifestation pacifique, de réunion et d'association, ceci afin d'ouvrir l'espace démocratique.

Mme Zerrougui insiste également sur le fait que les élections ne sont pas une fin en soi mais un moyen et que l'indépendance de toutes les institutions étatiques impliquées dans les élections est nécessaire pour garantir la confiance des Congolais dans le processus en cours.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : [monusco-hg-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hg-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

En cette période, le rôle de la Représentante spéciale est de rapprocher les points de vue et de rétablir la confiance entre tous les acteurs pour aboutir à un consensus. C'est avoir une influence positive en aidant les Congolais à dépasser leurs contradictions et à s'inscrire dans une démarche constructive.

Le processus actuel a une importance capitale pour la République démocratique du Congo et nous n'avons pas le droit de rater la moindre opportunité de le soutenir afin qu'il aboutisse et que la RDC puisse connaître des lendemains meilleurs, s'ancrer définitivement dans la paix et le développement.

### Protection de l'enfant :

**La section Protection de l'enfant de la MONUSCO, annonce la nomination de M. Fally Ipupa, artiste musicien congolais et philanthrope de renommée internationale, en qualité d'Ambassadeur de bonne volonté pour mettre fin au recrutement d'enfants par les groupes armés et les milices en RDC.**

A travers sa fondation, Fally Ipupa Fondation (FIF), l'artiste apporte son aide aux différentes couches de la population, y compris les enfants, vivant dans le besoin. Déjà engagé dans la lutte contre la malnutrition chronique qui touche les enfants et pour l'accès à l'éducation pour tous, Fally a gracieusement accepté de joindre sa voix et son image aux efforts de la MONUSCO pour protéger les enfants contre toutes formes de violations perpétrées en période de conflit armé. « Je suis honoré et enthousiaste par cette opportunité de contribuer à la protection des enfants en général et en particulier ceux de mon pays. Je suis dévasté de savoir que des milliers d'enfants restent encore captifs des groupes armés et sont à la merci d'effroyables formes de violences. Leurs droits sont régulièrement bafoués. Leur enfance et leur innocence est sacrifiée. Nous devons agir ensemble et maintenant pour y mettre fin et atteindre l'objectif zéro enfants soldats en RDC » a déclaré M. Fally Ipupa.

**Dans l'est du pays (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu et Kasaï), la situation est demeurée préoccupante durant le premier semestre de l'année 2018 avec des affrontements dans le territoire de Djugu, en Ituri, entre les communautés Hema et Lendu qui ont abouti à la destruction des villages entiers - y compris des écoles - et aux déplacements des populations**

Au Nord et au Sud-Kivu, des affrontements entre des groupes armés et les FARDC ont favorisé le recrutement d'enfants et les violations graves des droits de l'enfant, tout en donnant aux enfants associés aux groupes armés la possibilité de s'échapper. Dans le Grand Kasaï, les attaques de la milice Tshokwe et Kamuina Nsapu ont exposé les enfants à toutes sortes de violations. Plus de 1 300 cas de violations des droits de l'enfant commis dans le contexte du conflit armé en RDC ont été documentés par la section Protection de l'enfant de la MONUSCO au cours du semestre ; soit plus de 7 cas par jour. Dans 66 % des cas, ces violations se sont produites dans le Nord-Kivu et près de 95 % d'entre elles sont attribuées à la milice Kamuina Nsapu et aux groupes armés, y compris Mayi-Mayi Mazembe, Nyatura, Rahiya Mutomboki et FDLR FOCA.

Durant la période indiquée, 983 enfants (parmi lesquels 100 filles) ont été séparés des groupes armés, dont 42 % étaient âgés de moins de 15 ans au moment du recrutement. Cela constitue un crime de guerre au regard des lois internationales. La section a également vérifié et documenté d'autres formes de violations graves commises

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

à l'encontre des enfants. Il s'agit des violences sexuelles (71), enlèvements (105), meurtres (60), mutilations (65), des attaques contre des écoles (88) et des hôpitaux (5).

**Du 3 au 5 juillet, à Bukavu, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO organise en collaboration avec le Bureau pour le Volontariat au service de l'Enfant et la Santé (BVES) une conférence des organisations de la société civile sur la prévention et la lutte contre le recrutement et l'utilisation d'enfants en République démocratique du Congo.**

Pendant trois jours, les participants vont réfléchir, entre autres, sur la coordination de leurs actions en faveur des enfants affectés par le conflit armé. Aussi, ils procéderont à l'évaluation de la situation de sortie des enfants associés aux groupes armés, l'accueil transitoire, la réunification familiale, l'accompagnement psychosocial, la réinsertion familiale et communautaire ainsi que la réinsertion scolaire, professionnelle et économique de ces derniers. Au cours de cette conférence, la Cheffe de la section Protection de l'enfant fera notamment une communication sur la mise en œuvre de la feuille de route précisant les activités qui restent à entreprendre pour mener le plan d'action pour l'élimination des violations graves des droits de l'enfant à son terme. De plus, elle présentera les tendances et statistiques liées au recrutement et à l'utilisation d'enfants (filles et garçons) par les forces et groupes armés.

Pour rappel, les chefs coutumiers Tshokwe se sont engagés à l'occasion de la commémoration de la Journée de l'enfant africain qui s'est tenue le 16 juin à Mungamba, dans le secteur de Lovua Longatshimo, territoire de Kamonia, à remettre aux structures compétentes, les enfants séparés de leurs familles et/ou déclarés disparus qu'ils détiendraient dans leurs localités. Pour donner suite à cet engagement, deux chefs Tshokwe ont remis deux enfants à la MONUSCO et ses partenaires, le 27 juin dernier. La section salue cet acte et invite les chefs coutumiers à poursuivre leurs efforts pour libérer les autres enfants en vue de permettre leur réunification familiale et également à les protéger de toute violation, quelle qu'elle soit.

### Information publique :

**Le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme et ses partenaires ont célébré en différé, le 28 juin 2018 à Kananga, la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture.**

Une centaine de participants dont 9 femmes ont pris part à cette célébration dont le Ministre provincial de la Justice et Droits humains, des officiers des forces de défense et de sécurité, des services de renseignement, des autorités locales administratives et civiles dont le Maire de la ville de Kananga et le 1<sup>er</sup> président de la cour d'appel ainsi que les membres de la société civile.

Deux exposés portant respectivement sur : « le droit congolais et la lutte contre la torture » et « le traitement judiciaire des cas de torture et de mauvais traitements » présentés par le bâtonnier de l'ordre des avocats et l'Auditeur militaire supérieur de Kananga ont marqué cette journée.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : [monusco-hg-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hg-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

A cette occasion, le Ministre provincial de la Justice et Droits humains, Me Celestin Beya Mukoko a prôné « des poursuites judiciaires contre toute personne qui va s'illustrer par les actes de tortures. » Par ailleurs, il a appelé les organisations de la société civile à « sensibiliser la population sur la maîtrise des mécanismes judiciaires afin de l'amener à dénoncer leurs bourreaux. »

La Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture est célébrée chaque année le 26 juin pour dénoncer le crime de torture et honorer et soutenir les victimes et les survivants dans le monde entier.

**Par ailleurs, un projet de réduction de la violence communautaire de 4 324 dollars américains a été financé par la MONUSCO à travers sa section DDRRR [Démobilisation, Désarmement, Rapatriement, Réinsertion et Réinstallation] en vue de promouvoir la cohabitation pacifique et la réduction de la violence communautaire dans la commune de Katoka dans la ville de Kananga au Kasai Central.**

L'objectif du projet est de sensibiliser et mobiliser les organisations associatives et les institutions du quartier de Katoka pour vivre ensemble en paix. Le projet a été mis en œuvre avec succès du 22 au 28 juin 2018 par une ONG locale connue sous le nom de « Mon village natal », avec une participation active de 105 personnes, a déclaré M. Ilunga Mana Tshiawu, maire du district de Katoka qui a exprimé sa satisfaction pour l'activité de réduction de la violence communautaire organisée dans son district, qui a été très touché par les conflits nés du phénomène de Kamuina Nsapu.

**Toujours à Kananga, dans le cadre de ses activités de sensibilisation visant à promouvoir la connaissance du mandat de la MONUSCO, les spécificités de la résolution 2409 (2018) du Conseil de sécurité de l'ONU, l'ouverture de l'espace politique et l'inclusion de toutes les parties de la population dans les processus politiques de la province ; la section des Affaires politiques de la MONUSCO a organisé un atelier avec les femmes leaders des associations féminines de Kananga regroupées en réseaux.**

A cette occasion les femmes ont pris l'engagement de se lancer dans la vie politique de leur province selon leur représentante Régine Mbombo, coordonnatrice de la Ligue des femmes et filles instruites pour le développement, LIFID. 30 femmes leaders et 8 hommes ont pris part à cette activité qui s'est déroulée du 26 au 27 juin dans la salle de conférence du bureau de la MONUSCO à Kananga.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : [monusco-hg-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hg-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

### Equipe de pays :

#### **L'Organisation internationale pour les migrations, OIM, condamne l'utilisation frauduleuse de son logo au Sud-Kivu.**

Dans un communiqué de presse rendu public la semaine dernière, l'OIM dénonce des individus mal intentionnés qui ont utilisé son logo à son insu pour vendre des jetons aux habitants de Tubimbi et Mukanga dans le territoire de Mwenga, leur garantissant l'accès à une quelconque assistance humanitaire. Pourtant, cette assistance n'avait jamais existé ou encore moins été fournie.

L'OIM, soutient ce communiqué, tient à mettre en garde la population contre ce type de promesses tout en précisant qu'elle ne demande jamais aux bénéficiaires de payer pour l'assistance. Les principes humanitaires interdisent le monnayage de l'assistance aux vulnérables.

Par ailleurs, une enquête officielle est en cours, en collaboration avec les autorités congolaises, pour identifier les auteurs de cette fraude.

#### **La RDC rejoint le réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix**

#### **Le Représentant de l'UNESCO, M. Abdourahamane Diallo, a ouvert les travaux de l'atelier de mise en place de la cellule nationale en RDC du Réseau Panafricain des Jeunes pour la Culture de la Paix « PAYNCoP ».**

Vingt représentants des mouvements associatifs et organisations des jeunes prennent part à ces travaux qui ont débuté hier et qui se terminent ce mercredi 4 juillet 2018, sous la direction de la Coordinatrice dudit réseau en Afrique centrale, Mme Edna Baniakina du Congo Brazzaville, et de M. Didier Masia, Coordonnateur du PAYNCoP en République du Congo.

Mme Edna a présenté les grandes lignes du Projet régional dans le cadre du mécanisme d'alerte précoce pour la paix en Afrique centrale, initiative portée par l'UNESCO, l'UNOCA, l'OIF et la CEEAC. Ce projet vise la formation de 10 000 jeunes des 11 pays de la région, dont 4 500 en RDC, sur la culture de la paix.

Créé en décembre 2014 à Libreville sur l'initiative de l'UNESCO avec l'appui de la CEEAC et de l'OIF, le Réseau Panafricain des Jeunes pour la Culture de la Paix (PAYNCoP) a son siège dans la capitale gabonaise.

#### **Relocalisation des réfugiés centrafricains dans le Nord-Ubangi**

**Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a procédé à la relocalisation de 98 réfugiés centrafricains au camp de Inke dans la province de Nord-Ubangi. L'opération concerne 160 réfugiés parmi les plus vulnérables qui vivent en dehors du camp à Kambo, Lembo et Mobayi Mbongo.**

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

Les réfugiés ont été chaleureusement accueillis à leur arrivée au camp. Ils ont reçu des nattes, des ustensiles de cuisine, des jerricans, des seaux, des couvertures et des moustiquaires pour leur installation ainsi qu'une assistance monétaire pour se préparer des repas chauds. Des abris et latrines ont été également préparés pour eux.

Le camp de Inke est l'un des 5 camps qui accueillent les réfugiés centrafricains en République démocratique du Congo. Il y a actuellement plus de 176 000 réfugiés centrafricains en RDC dont près de 62 000 vivent dans les camps. Plus de 67 000 réfugiés centrafricains sont arrivés au Congo depuis mai 2017.

### Situation militaire

**(Par le Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire de la MONUSCO)**

Trois faits marquants sont à mentionner au titre des actions de la Force militaire de la MONUSCO cette quinzaine :

Il s'agit de l'action de sauvetage menée sur le lac Kivu par les forces spéciales guatémaltèques de la Mission, de la sortie de lutte contre l'incendie des casques bleus indiens de la base de Kiwandja, toujours dans le Nord-Kivu et enfin de la cérémonie de décoration organisée à l'intention d'une trentaine de casques bleus le lundi 2 juillet 2018 au quartier général de la Force ici à Goma.

Comme je le disais tantôt, au titre des activités opérationnelles, il y a eu cette opération de sauvetage menée par les troupes de la MONUSCO sur le lac Kivu à hauteur de Sake, à 25 km à l'ouest de Goma, ici même dans la province du Nord-Kivu,

Le vendredi 22 juin 2018, il sonnait 17 heures 00 environ, lorsque les troupes de la MONUSCO ont été informées de ce qu'un bateau surchargé courrait le risque de chavirer sur le Lac. Elles se sont immédiatement mises en branle et il s'est révélé effectivement qu'un bateau avec à son bord quinze personnes dont quatre enfants et un bébé de 7 mois chavirait sur le lac Kivu à hauteur de Sake, à 25 km environ à l'ouest de Goma. Une fois ramenées à terre, les victimes les plus atteintes ont été conduites à l'hôpital de Sake pour les soins appropriés.

**Il faut saluer l'efficacité des militaires des forces spéciales guatémaltèques de la MONUSCO, dont la promptitude a permis d'éviter un nouveau drame sur le lac.**

**Toujours dans le Nord-Kivu**, alertés au sujet d'un incendie qui menaçait d'embraser le marché de Kiwandja, soixante éléments de la force de réaction rapide de la MONUSCO se sont immédiatement portés sur les lieux munis de divers équipements de lutte contre l'incendie. C'était le vendredi 29 juin 2018. Les populations assistaient impuissantes au désolant spectacle en raison du manque de moyens, tandis que dans sa course

---

#### **Contacts :**

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13



## Organisation des Nations Unies

meurtrière, le feu menaçait de s'étendre à toute la région. Les troupes de la MONUSCO ont dû également s'interposer entre les pilliers qui profitaient de la situation et des individus qui tentaient de les en empêcher.

**Lundi 2 juillet 18, a eu lieu au quartier général de la Force, la cérémonie de remise de médailles à une trentaine de casques bleus arrivés soit au terme de leur mission, soit ayant rempli les conditions de temps requis sur le théâtre d'opérations pour mériter cette distinction. La cérémonie a été présidée par le commandant de la Force en personne, le général de corps d'armée Elias Martins Rodrigues Filho. Il a, au cours de son allocution, félicité les récipiendaires pour les énormes sacrifices consentis en faveur de la paix ici en RDC et pour les résultats satisfaisants qu'ils ont obtenus sur le terrain avant de leur souhaiter bonne chance pour la suite.**

**Il faut rappeler que cette distinction est accordée à tout membre de la MONUSCO, civil ou militaire ayant accompli un séjour d'une durée de six mois au moins sur le théâtre. Les récipiendaires de ce lundi proviennent de 16 différents pays.**

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Florence Marchal, Porte-parole : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Charles Bambara, Directeur de la Communication stratégique et de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) - tél. +243 81 890 52 02 ; mobile : +243 997 06 88 76

Lieutenant-colonel Serge Bruno Chabi, porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 890 77 06

**Equipe de Pays des Nations Unies** : Yvon Edoumou, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : [edoumou@un.org](mailto:edoumou@un.org); tél +243 81 70612 13